Dette américaine : La “super-commission” échoue au Congrès

22/11/2011 à 15h00



La “*super-commission*” chargée de réduire la dette des États-Unis a annoncé lundi ne pas être parvenue à un accord entre gauche et droite, après trois mois d’efforts, adressant un signal négatif aux marchés financiers au moment où l’Europe se débat aussi avec son endettement.

[youtube]http://www.youtube.com/watch?v=4CkE7KA5Ln8[/youtube]

Le président américain Barack Obama a rejeté sur les républicains la faute de l’échec des travaux de la commission du Congrès, estimant que trop d’entre eux “*refusent d’entendre les voix de la raison et du compromis* “.

“*Nous sommes profondément déçus de ne pas être parvenus à un accord de réduction du déficit entre les deux partis*” démocrate et républicain, ont indiqué la sénatrice démocrate Patty Murray et le représentant républicain Jeb Hensarling dans un communiqué commun.

“*Malgré notre incapacité à résoudre les divergences significatives au sein de la commission, nous mettons un terme à ce processus en étant unis dans la conviction que la crise de la dette dans laquelle notre pays est plongé doit être*

résolue et qu'on ne peut pas attendre la prochaine génération pour que cela soit fait ", ont ajouté les deux parlementaires.

Les 12 membres de cette commission mixte –six républicains et autant de démocrates– étaient chargés de réduire le déficit de 1.200 milliards de dollars et avaient jusqu'à mercredi minuit pour adresser leurs recommandations.

Intervenant quelques minutes après le constat d'échec de la commission, M. Obama, tout en assurant que les États-Unis ne risquaient pas un défaut de paiement, s'est dit déterminé à maintenir la pression sur les élus et a menacé d'opposer son veto à toute tentative du Congrès d'atténuer les réductions budgétaires qui doivent désormais automatiquement entrer en vigueur.

Bien avant l'annonce de leur constat d'échec, les élus avaient paru plus que jamais divisés sur les moyens d'arriver à une réduction de la dette, les démocrates misant sur des hausses d'impôts pour les plus riches, les républicains prônant des coupes drastiques dans les programmes sociaux.

Faute d'accord, la loi prévoit la mise en oeuvre automatique, à partir de 2013, de réductions des dépenses à hauteur de 1.200 milliards sur dix ans, réparties à part égale entre la défense et les programmes sociaux. La réduction de la dette, qui atteint 15.000 milliards de dollars, sera sans aucun doute un des thèmes majeurs de la campagne pour la présidentielle de l'an prochain.

Le président Obama, candidat à sa réélection, a déjà prévenu qu'au cours de sa propre campagne, il ne manquerait pas de fustiger la posture républicaine qui consiste à refuser coûte que coûte des hausses d'impôts pour les Américains les plus aisés.

A court terme, l'impasse sur la réduction de la dette conjuguée aux convulsions économiques européennes pourrait envoyer un signal négatif aux marchés.

> *“La situation est très grave et, à plusieurs égards, inédite “, a jugé dimanche la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, mettant en garde contre d’éventuels troubles sociaux si la stagnation de la croissance et le haut niveau de chômage continuaient à entamer le moral des marchés.*

Cependant, l’agence d’évaluation financière Standard and Poor’s a maintenu la note attribuée à la dette des Etats-Unis, “AA+”. Mais S&P a indiqué que celle-ci restait menacée d’un abaissement.

S&P avait retiré l’été dernier la note “AAA” des Etats-Unis après un précédent échec des négociations budgétaires au Congrès, provoquant un coup de tabac sur les marchés mondiaux.

Libération

(Merci à Eisbär pour la vidéo)